Financement de l'élection présidentielle 2022 : la place croissante des partis politiques

Publié le 19 juin 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

En 2022, les emprunts des douze candidats à l'élection présidentielle auprès des partis politiques constituent la première source de financement des campagnes. C'est une nouveauté par rapport à l'élection présidentielle de 2017. Ces prêts aux candidats sont financés par des emprunts auprès d'établissements de crédit.

Les **recettes déclarées** par les douze candidats à l'**élection présidentielle de 2022** s'élèvent à **85,2 millions d'euros**, contre 74,9 millions d'euros pour l'élection de 2017.

Ces recettes se décomposent ainsi :

- 27 millions d'euros en contributions de toute nature des partis politiques ;
- 9 millions d'euros de dons déclarés.

L'apport personnel des candidats (45,9 millions d'euros) a été financé principalement par des emprunts réalisés auprès des partis politiques les soutenant (34,9 millions d'euros).

Publié le 15 juin 2023, le [rapport d'activité 2022](#) de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) revient sur les élections de 2022 – dont la présidentielle – et présente les données clés.

Des partis politiques au centre du financement de la campagne des candidats

Les partis politiques, pour l'élection présidentielle de 2022, ont contribué au financement des campagnes électorales des candidats sous trois formes :

- **les versements définitifs** (12 769 956 euros) représentent 15% des ressources (contre 18,5% en 2017). Ces versements constituent la première source de financement des

campagnes des candidats ayant obtenu moins de 5% des suffrages exprimés (35,5% en 2022, contre 0% en 2017) ;

- **les dépenses payées directement par les partis** sont stables avec 8 489 343 euros (10%, contre 10,4% en 2017) mais en forte augmentation pour les candidats ayant obtenu moins de 5% des suffrages ;
- **les concours en nature** ont augmenté de 3,4% entre les deux dernières élections présidentielles : 5 815 212 euros (6,8%, contre 3,4% en 2017). Un concours en nature est l'acte par lequel une personne physique ou un autre parti fournit des services à titre gratuit et de façon permanente ou récurrente correspondant à des mises à disposition exclusives de locaux ou de matériel ou des prêts à usage (règlement n° 2018-03 du 12 octobre 2018). Les concours en nature incluent le bénévolat des militants, qui est difficile à évaluer.

Ces trois types de contributions représentent 31,8% de l'ensemble des recettes.

Les emprunts des candidats à l'élection présidentielle

Les **emprunts** occupent une grande place dans le financement de la campagne des candidats à l'élection présidentielle de 2022 et sont comptabilisés par la CNCCFP dans les apports personnels :

- **emprunts bancaires** : 10 991 774 euros (12,9%, contre 35,3% en 2017) ;
- **emprunts aux partis** : 34 870 661 euros (40,9%, contre 21% en 2017).

Parmi les apports personnels, la CNCCFP compte aussi les versements personnels des candidats : 2 308 904 euros (2,7%, contre 2,2% en 2017).

Six partis ont financé un **prêt à un candidat** par un **emprunt auprès d'une banque coopérative** ("*prêt miroir*"). Les taux d'emprunt sont compris entre 1,3% et 1,8%.

La loi du 15 septembre 2017 sur la confiance dans la vie politique encadre le recours par les partis politiques aux emprunts bancaires. Les partis ne peuvent emprunter qu'auprès d'établissements de crédit ayant un siège social dans un État membre de l'Union européenne (UE) ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen .